

SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN 2012

Légère baisse des taux d'activité et d'emploi

La population active âgée de 15 ans et plus a atteint au cours de l'année 2012, 11 549 000 personnes, soit une légère hausse de 0,1% par rapport à l'année 2011 (augmentation de 0,9% en milieu urbain et diminution de 0,8% en milieu rural). Le taux d'activité a baissé de 0,8 point, passant de 49,2% en 2011 à 48,4% en 2012.

En matière d'emploi, 127 000 emplois rémunérés ont été créés au cours de la période (dont 72,4% sont des auto-emplois), résultat d'une création de 63 000 postes en milieu urbain et 64 000 en milieu rural. En revanche, l'emploi non rémunéré a enregistré une baisse de 111 000 postes en zones rurales et 15 000 postes en zones urbaines, soit, au total, 126 000 postes perdus. Les pertes d'emplois non rémunérés ont été relevées principalement dans le secteur de l'agriculture, forêt et pêche (-108 000 postes contre un recul de 18 000 au niveau des autres secteurs).

En conséquence, le volume global de l'emploi est passé de 10 510 000 en 2011 à 10 511 000 en 2012, soit une création nette de 1 000 postes d'emplois, résultat d'une création de 48 000 postes en zones urbaines et d'une perte de 47 000 postes en zones rurales. Le taux d'emploi est passé, au cours de la même période, de 44,8% à 44,1%. Il a baissé de 0,5 point en milieu urbain (de 37,5% à 37,0%) et de 1,0 point en milieu rural (de 55,7% à 54,7%).

Le secteur des services est le seul secteur ayant connu des créations d'emplois

En effet, au niveau sectoriel, le secteur des "services" a créé 111 000 postes d'emplois, soit une hausse de 2,8% du volume d'emploi du secteur. Au niveau de ce dernier, les hausses ont concerné principalement les branches des "services personnels" (33 000 postes dont 30 000 en milieu urbain), du "commerce de détail et réparation d'articles domestiques" (32 000 postes essentiellement en milieu urbain et dont 21 000 hors magasin) et la branche des "services domestiques" (15 000 postes exclusivement en milieu urbain).

En revanche, tous les autres secteurs ont perdu des emplois :

- l'agriculture, forêt et pêche avec 59 000 emplois en moins, soit une baisse de 1,4% du volume d'emploi du secteur (contre une création moyenne annuelle de 4 000 postes au cours de la période 2009-2011) ;
- l'industrie y compris l'artisanat avec 28 000 postes d'emploi, (soit une baisse de 2,2%) confirmant une réduction moyenne annuelle de 24 000 au cours de la période 2009-2011 ;
- les BTP avec 21 000 postes d'emploi, (soit une baisse de 2,0%) contre une création moyenne annuelle de 52 000 au cours de la période 2009-2011 ;
- les "activités mal désignées" avec 2 000 postes perdus.

En milieu urbain, les 48 000 postes nouveaux sont le résultat d'une création de 96 000 postes dans les services (soit un accroissement de l'emploi du secteur de 2,9%) et de 10 000 postes dans l'agriculture, forêt et pêche (+3,9%) et d'une régression de l'emploi dans les secteurs de l'industrie y compris l'artisanat (-3,5%) et des BTP de 22 000 postes (-3,4%).

En milieu rural, l'agriculture, forêt et pêche a perdu 69 000 postes d'emploi (soit -1,8% du volume d'emploi du secteur) et les "activités mal désignées" 2 000 postes ; pour les autres secteurs : les "services", ont créé 15 000 emplois, soit une hausse de 2,1% du volume d'emploi du secteur ; l'industrie y compris l'artisanat, 8 000 postes, soit une hausse de 4,1% ; les BTP, 1 000 postes, soit une hausse de 0,4%.

Quasi-stagnation du taux de chômage accompagnée d'une baisse du taux de sous-emploi
La population active en chômage a augmenté de 0,9% au niveau national, passant de 1 028 000 en 2011 à 1 038 000 chômeurs en 2012, soit 10 000 chômeurs en plus (7 000 en milieu urbain et 3 000 en milieu rural). Cette hausse a concerné exclusivement les actifs masculins aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

En conséquence, le taux de chômage a presque stagné, passant de 8,9% en 2011 à 9,0% en 2012. Selon le milieu de résidence, il s'est stabilisé à 13,4% en milieu urbain et il est passé de 3,9% à 4,0% en milieu rural.

Les hausses les plus importantes du taux de chômage ont été enregistrées en milieu urbain parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+1,3 point) et ceux de 25 à 34 ans (+0,5 point). En revanche, le taux de chômage a régressé parmi les femmes (-0,6 point) et les adultes âgés de 35 à 44 ans (-0,4 point) du même milieu de résidence.

Concernant le profil de la population active en chômage, quatre chômeurs sur cinq (79,4%) sont des citadins, deux sur trois (66,5%) des jeunes âgés de 15 à 29 ans, un sur quatre (26,3%) est diplômé de niveau supérieur, un sur deux (52,3%) est primo-demandeur d'emploi et près de deux sur trois (65,1%) chôment depuis plus d'une année. Les taux de chômage les plus élevés sont révélés chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans (18,6%) et les diplômés (16,4%).

Par ailleurs, 21,2% des chômeurs se sont retrouvés dans cette situation suite à l'obtention d'un diplôme, 27,3% suite à l'arrêt de l'activité de leur établissement ou au licenciement et 16,3% suite à l'arrêt des études sans avoir de diplôme.

Concernant le sous-emploi des actifs occupés âgés de 15 ans et plus, son volume a régressé de 1 106 000 en 2011 à 966 000 personnes en 2012 (de 490 000 à 457 000 personnes dans les villes et de 616 000 à 509 000 dans les campagnes) et le taux de sous-emploi est passé de 10,5% à 9,2% (de 9,3% à 8,6% dans les villes et de 11,8% à 9,8% dans les campagnes).

INDICATEURS ANNUELS D'ACTIVITE, D'EMPLOI ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

(les effectifs en milliers et les taux en %)

INDICATEURS	ANNEE 2011			ANNEE 2012		
	URBAIN	RURAL	NATIONAL	URBAIN	RURAL	NATIONAL
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population active (en milliers)	6 090	5 448	11 538	6 145	5 404	11 549
Taux de féminisation de la population active	21,5	32,5	26,7	21,3	32,1	26,3
Taux d'activité	43,3	58,0	49,2	42,8	57,0	48,4
— Selon le sexe						
• Hommes	70,1	80,5	74,3	69,6	79,7	73,6
• Femmes	18,1	36,6	25,5	17,6	35,6	24,7
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	25,6	46,0	35,0	24,5	44,1	33,5
• 25 - 34 ans	59,4	65,5	61,8	58,4	64,1	60,7
• 35 - 44 ans	57,5	70,0	62,0	56,9	69,6	61,4
• 45 ans et plus	36,7	58,2	44,8	36,8	57,8	44,6
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	38,3	59,8	49,6	37,6	58,8	48,6
• Ayant un diplôme	48,0	50,8	48,6	47,5	50,6	48,1
Population active occupée (en milliers)	5 273	5 237	10 510	5 321	5 190	10 511
Taux d'emploi	37,5	55,7	44,8	37,0	54,7	44,1
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total. Dont :						
— Salariés	67,1	38,9	56,6	66,4	39,0	56,1
— Auto-employés	32,9	61,1	43,4	33,6	61,0	43,9
Population active occupée sous employée (en milliers)	490	616	1 106	457	509	966
Taux de sous-emploi	9,3	11,8	10,5	8,6	9,8	9,2
CHOMAGE						
Population active en chômage (en milliers)	817	211	1 028	824	214	1 038
Taux de féminisation de la population active en chômage	34,0	17,7	30,6	32,6	15,7	29,1
Taux de chômage	13,4	3,9	8,9	13,4	4,0	9,0
— Selon le sexe						
• Hommes	11,3	4,7	8,4	11,5	4,9	8,7
• Femmes	21,2	2,1	10,2	20,6	1,9	9,9
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	32,2	8,7	17,9	33,5	8,9	18,6
• 25-34 ans	19,1	4,4	12,9	19,6	4,3	13,2
• 35-44 ans	7,4	1,8	5,2	7,0	2,1	5,0
• 45 ans et plus	2,7	0,8	1,8	2,7	1,0	1,9
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	7,0	2,3	4,0	6,9	2,4	4,0
• Ayant un diplôme	18,3	11,2	16,7	18,2	10,6	16,4

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique), Enquête nationale sur l'emploi.

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



Repères statistiques

Sommaire

- Prix 1
- Indicateurs économiques et financiers 2
- Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages 3
- Situation du marché du travail en 2012 4

BULLETIN MENSUEL

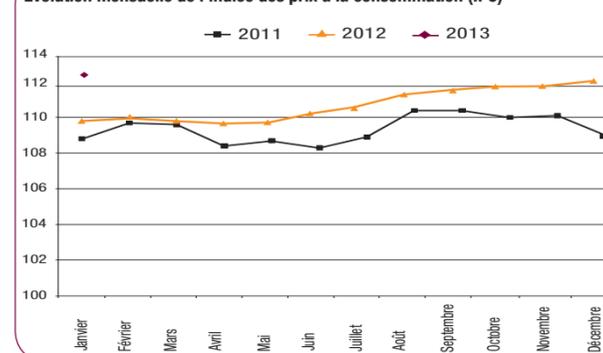
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de janvier 2013, une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,1% de l'indice des produits alimentaires et de 0,3% de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2,6% au cours du mois de janvier 2013.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	DEC. 2012	JANV. 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Produits alimentaires	121,2	121,3	0,1	116,4	121,3	4,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	121,9	122,0	0,1	116,9	122,0	4,4
Boissons alcoolisées et tabac	108,5	108,5	0,0	108,4	108,5	0,1
Produits non alimentaires	106,2	106,5	0,3	105,1	106,5	1,3
Articles d'habillement et chaussures	109,2	109,4	0,2	108,2	109,4	1,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	105,6	105,8	0,2	105,1	105,8	0,7
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	106,9	107,3	0,4	107,4	107,3	-0,1
Santé	103,9	104,2	0,3	103,5	104,2	0,7
Transport	108,7	109,1	0,4	103,7	109,1	5,2
Communication	65,6	65,5	-0,2	78,0	65,5	-16,0
Loisirs et culture	97,4	97,3	-0,1	96,5	97,3	0,8
Enseignement	129,6	129,6	0,0	122,1	129,6	6,1
Restaurants et hôtels	114,9	115,1	0,2	112,4	115,1	2,4
Biens et services divers	111,1	111,3	0,2	110,3	111,3	0,9
Indice général	112,4	112,6	0,2	109,8	112,6	2,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DU MOIS DE JANVIER		
	DEC. 2012	JANV. 2013	VAR. %	2012	2013	VAR. %
Agadir	112,1	111,4	-0,6	108,5	111,4	2,7
Casablanca	115,0	115,1	0,1	111,8	115,1	3,0
Fès	112,5	112,4	-0,1	109,6	112,4	2,6
Kénitra	111,7	112,0	0,3	109,3	112,0	2,5
Marrakech	113,3	113,2	-0,1	109,4	113,2	3,5
Oujda	110,5	111,4	0,8	108,5	111,4	2,7
Rabat	109,5	110,4	0,8	107,3	110,4	2,9
Tétouan	111,4	111,3	-0,1	112,4	111,3	-1,0
Meknès	113,7	113,9	0,2	111,9	113,9	1,8
Tanger	113,7	114,2	0,4	110,7	114,2	3,2
Laâyoune	112,7	111,7	-0,9	110,8	111,7	0,8
Dakhla	113,0	112,4	-0,5	108,0	112,4	4,1
Guelmim	112,2	111,5	-0,6	109,3	111,5	2,0
Settat	113,4	113,1	-0,3	111,1	113,1	1,8
Safi	107,3	107,8	0,5	105,1	107,8	2,6
Beni-Mellal	112,8	111,9	-0,8	109,9	111,9	1,8
Al-Hoceïma	113,1	113,8	0,6	111,1	113,8	2,4
Ensemble	112,4	112,6	0,2	109,8	112,6	2,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de janvier de l'année 2013, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Oujda et Rabat avec 0,8%, à Al Hoceïma avec 0,6%, à Safi avec 0,5% et à Tanger avec 0,4%. En revanche, des baisses ont été enregistrées dans certaines villes notamment à Laâyoune avec 0,9%, à Beni-Mellal avec 0,8% et à Agadir et Guelmim avec 0,6%. Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours du mois de janvier 2013 par rapport au même mois de 2012, les hausses les plus importantes à Dakhla avec 4,1%, à Marrakech avec 3,5%, à Tanger avec 3,2%, à Casablanca avec 3,0% et à Rabat avec 2,9% ; et les moins importantes à Laâyoune avec 0,8%, à Meknès, Settat et Beni-Mellal avec 1,8%. En revanche, une baisse a été enregistrée à Tétouan avec 1,0%.

Evolution des variations interannuelles de 2011 à 2013

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	JANVIER/JANVIER (1)	LES 12 DERNIERS MOIS (2)
2011	2,2	1,2
2012	0,9	0,8
2013	2,6	1,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	CAMPAGNE AGRICOLE		
	2010-2011	2011-2012*	VAR.%
Agriculture			
Production des trois principales céréales (en millions Qx)			
Blé dur	18,5	11,3	-38,9
Blé tendre	41,7	27,4	-34,3
Orge	23,3	12,0	-48,5

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime.

	2011	2012*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (millions de KWh)	23 966	26 108	8,9
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	7 072	7 564	7,0
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	16 130	15 871	-1,6

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	2011*	2012*	VAR.%
Commerce Extérieur (FOB/FOB)			
Exportations	287 854	298 257	3,6
Biens	174 995	183 236	4,7
dont : vêtements confectionnés	18 430	18 954	2,8
Services	112 859	115 022	1,9
dont : voyages	59 115	58 242	-1,5
Importations	400 298	427 173	6,7
Biens	330 937	353 028	6,7
dont : produits énergétiques	90 351	104 333	15,5
Solde commercial	-112 444	-128 916	
Taux de couverture (en %)	71,9	69,8	
Recettes M.R.E.	58 630	56 327	-3,9

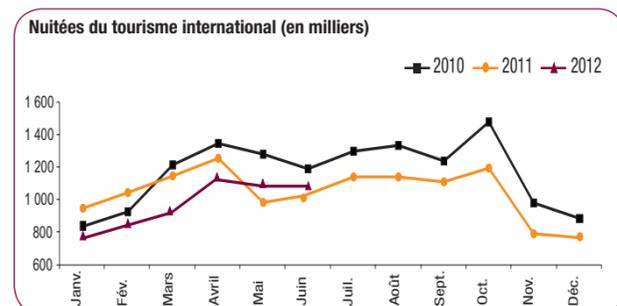
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à octobre		
	2011	2012*	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	14 666	14 971	2,1
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	10 862	10 765	-0,9

Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dhs)	2011 ^R	2012*	VAR.%
Recettes ordinaires	213 694	221 353	3,6
Dépenses ordinaires	194 214	215 674	11,0
Dette publique	18 240	20 012	9,7
Investissement	50 023	48 515	-3,0
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-17 728	-17 211	
Déficit / Excédent global	-48 271	-60 046	

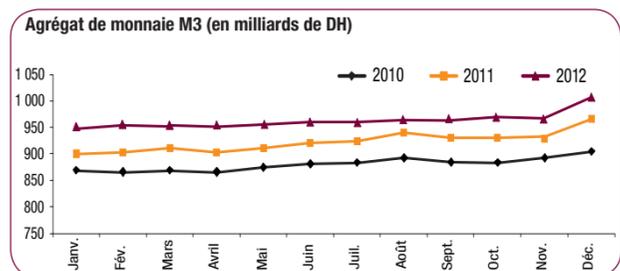
Source : Ministère de l'Economie et des Finances.



Monnaie

(En millions de DH)	2011 ^R	2012*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	956 662	1 005 937	5,2
Agrégats de placements liquides	356 569	366 925	2,9
Contreparties de la monnaie M3 (1)	956 662	1 005 937	5,2
Avoirs extérieurs nets	168 433	140 275	-16,7
Créances nettes sur l'administration centrale	106 856	125 713	17,6
Créances sur l'économie	792 653	837 932	5,7
Contrepartie des dépôts auprès du Trésor	45 109	48 898	8,4
Ressources à caractère non monétaire	146 006	153 366	5,0
Autres postes nets	10 383	-6 485	-162,5

(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'Administration Centrale + Créances sur l'économie + Contrepartie des dépôts auprès du Trésor - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets
Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	2011 ^R	2012*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	103 368	61 034	-41,0
Capitalisation boursière (en millions de DH)	516 222	445 268	-13,7
Indice MASI	11 027,65	9 359,19	-15,1
Indice MADEX	9 011,57	7 614,04	-15,5
O.P.C.V.M.	31 Dec. 2012	28 Janv. 2013	VAR.%
Nombre	360	361	0,3
Actifs nets (en millions de DH)	229 395	229 157	-0,1

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

RESULTATS DE L'ENQUETE DE CONJONCTURE AUPRES DES MENAGES

Quatrième trimestre de l'année 2012

Selon les résultats de l'enquête permanente de conjoncture auprès des ménages, menée par le HCP, l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) aura enregistré, au cours du quatrième trimestre de 2012, une légère amélioration de 0,8 point par rapport au troisième trimestre de 2012 mais reste inférieur, de 6,1 points, à son niveau du quatrième trimestre de l'année 2011.

1. Evolution des composantes de l'ICM

Cette évolution de l'ICM est le résultat des variations de ses différentes composantes.

• Niveaux de vie des ménages au Maroc : perception d'une détérioration

Au cours du quatrième trimestre de 2012, le solde relatif à l'opinion des ménages sur l'évolution passée du niveau de vie au Maroc s'est dégradé de 0,2 point en comparaison avec le trimestre précédent et de 7,9 points par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.

Concernant les perspectives d'évolution du niveau de vie au cours des 12 prochains mois, le solde correspondant s'est pour la première fois amélioré depuis le quatrième trimestre de 2011 gagnant 2 points par rapport au trimestre précédent mais reste nettement inférieur à son niveau de la même période de 2011 (-14,3 points).

• Anticipation d'un chômage en hausse

Cette anticipation est le fait de 70,3% des ménages qui prévoient une hausse du nombre de chômeurs pour les 12 mois à venir contre 69,3% un trimestre auparavant et 60,6% un an auparavant. Avec 12,2% qui anticipent plutôt une baisse, l'indicateur s'établit ainsi à un solde négatif de -58,1 points, soit une détérioration de 1,4 points par rapport à son niveau un trimestre auparavant et de 16,5 points par rapport au même trimestre de 2011.

• Opportunité d'achat de biens durables : léger regain de confiance

Plus d'un ménage sur cinq (21,3%) considère, au quatrième trimestre de 2012, le moment opportun pour faire des achats de biens durables contre un ménage sur deux (50,6%) qui pensent le contraire. Cet indicateur enregistre ainsi un solde négatif de -29,3 points en amélioration de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et de 9,2 points par rapport à la même période de 2011. Ce solde révèle l'opinion la moins pessimiste depuis le début de l'enquête en 2008.

• Situation financière des ménages : perception d'une légère amélioration

Au quatrième trimestre de 2012, la perception des ménages de leur situation financière actuelle et de ses évolutions passée et future connaît une légère amélioration par rapport au trimestre précédent mais enregistre une tendance inverse par rapport au même trimestre de 2011.

Pour 58,5% des ménages, leurs revenus couvrent leurs dépenses, alors que 35,5% d'entre eux s'endettent ou puisent pour cela dans leurs épargnes. Seuls 6,1% des ménages déclarent pouvoir épargner une partie de leurs revenus. Demeurant négatif de -29,4 points, le solde de cet indicateur est en baisse de 3,7 points par rapport au même trimestre de 2011 et en hausse de 1,4 point par rapport au trimestre précédent.

D'une façon générale, le solde de la perception des ménages de leur situation financière passée et future, s'est améliorée par rapport à un trimestre auparavant de 1 point et 2,9 points respectivement. Il se détériore cependant comparativement aux niveaux qu'il avait enregistrés la même période de 2011 de 5,9 points et de 3,4 points.

2. Evolution d'autres indicateurs trimestriels de perception de la conjoncture par les ménages

• Capacité d'épargne : les ménages toujours pessimistes

Plus de huit ménages sur dix (82,2%) pensent ne pas pouvoir épargner au cours des 12 prochains mois. Cette proportion est restée quasi stable au cours des derniers mois (82,6% au troisième trimestre de 2012 et 82,2% au cours du quatrième trimestre de 2011).

• Prix des produits alimentaires : une hausse anticipée

Au quatrième trimestre de 2012, plus de neuf ménages sur dix (91,8% contre 92,2% au trimestre précédent et 93,3% un an auparavant) affirment que les prix des produits alimentaires ont augmenté dans le passé. La proportion de ceux qui pensent que ces prix vont augmenter dans l'avenir s'est établie à 72,1% contre 75,5% et 75,8% respectivement.

3. Evolution d'autres indicateurs de la perception par les ménages de la conjoncture

• Situation des droits de l'Homme : opinion toujours positive malgré un léger recul du solde

En 2012, 58,2% des ménages pensent que la situation des droits de l'Homme au Maroc s'est améliorée. 33,6% des ménages considèrent qu'elle n'a pas connu de changement et 8,2% qu'elle aurait régressé. Le solde relatif à cet indicateur a ainsi enregistré une légère baisse de 0,6 point par rapport à son niveau de 2011.

• Qualité des prestations administratives : un solde en amélioration

En 2012, les ménages sont moins nombreux qu'en 2011, à percevoir une dégradation de la qualité des prestations administratives (20,7% contre 24,6%). Le solde qui résume cette opinion s'est amélioré de 4,2 points durant cette période.

• Qualité de l'environnement : perception d'une nette régression

L'opinion des ménages sur l'évolution de la qualité de la situation en matière de protection de l'environnement s'est fortement détériorée. En 2012, 44,7% des ménages perçoivent une amélioration de cette situation contre 53,7% une année auparavant. Le solde relatif à cet indicateur a baissé de plus de 10 points durant cette période par rapport à son niveau de 2011 passant de 36,4 points à 26,3 points.

• Services de l'enseignement : légère réduction du solde négatif des perceptions

En 2012, 29,6% des ménages pensent que la qualité des services de l'enseignement s'est améliorée, 34,8% qu'elle n'a pas connu de changement et 35,6% pensent qu'elle s'est plutôt détériorée. Le solde négatif a ainsi baissé de 3,8 points entre 2011 et 2012 passant de -9,7 points à -5,9 points.

• Services de santé : détérioration qui perdure selon les ménages

L'opinion des ménages concernant la qualité des soins de santé est plus négative en 2012 en comparaison avec celle enregistrée en 2011. Moins d'un ménage sur quatre (23%) pensent que les prestations sanitaires se sont améliorées (contre 27,4% en 2011), 28,3% qu'elles sont restées au même niveau (contre 25,9% en 2011) alors que 48,7% affirment qu'elles se sont plutôt détériorées (contre 46,7% en 2011). Le solde négatif de cet indicateur qui était de -19,3 points perd 6,4 points durant cette période

Evolution de l'Indice de Confiance des Ménages (ICM) et de ses composantes

Indicateur	Trimestre																			
	T1/08	T2/08	T3/08	T4/08	T1/09	T2/09	T3/09	T4/09	T1/10	T2/10	T3/10	T4/10	T1/11	T2/11	T3/11	T4/11	T1/12	T2/12	T3/12	T4/12
Indicateur résumé ICM	85,9	77,7	75,6	80,1	76,9	77,6	79,1	79,5	80,1	78,8	78,6	74,7	78,4	85,8	86,5	84,5	82,9	80,7	77,6	78,4
Perspectives d'évolution du nombre de chômeurs	-52,1	-56,6	-51,6	-51,1	-51,0	-59,1	-57,9	-57,5	-59,2	-61,0	-56,1	-52,3	-52,4	-46,0	-41,0	-41,6	-44,1	-48,6	-56,7	-58,1
Evolution passée du niveau de vie en général	-10,4	-25,2	-31,1	-29,4	-36,7	-29,1	-25,7	-26,5	-25,7	-28,6	-27,9	-37,2	-26,1	-17,0	-13,4	-20,2	-26,2	-21,8	-27,9	-28,1
Perspectives d'évolution du niveau de vie en général	14,4	-11,5	-21,4	-3,5	-9,3	-3,5	0,1	2,2	0,4	2,7	0,2	-11,4	-1,9	18,1	11,9	13,1	11,2	9,0	-3,2	-1,2
Opportunité d'achat	-30,0	-34,3	-37,5	-39,1	-41,8	-46,5	-43,4	-42,6	-34,8	-37,5	-36,0	-44,3	-39,9	-39,0	-36,4	-38,5	-32,5	-37,4	-29,5	-29,3
Situation financière actuelle des ménages	-33,0	-32,9	-34,4	-33,1	-31,3	-26,9	-28,3	-25,3	-27,5	-27,6	-30,0	-28,1	-30,6	-27,1	-24,3	-25,7	-25,4	-31,0	-30,8	-29,4
Evolution passée de la situation financière des ménages	-11,8	-11,4	-11,7	-9,5	-18,4	-13,4	-8,3	-11,0	-10,0	-7,9	-7,5	-12,8	-10,5	-8,9	-6,4	-9,8	-14,1	-16,6	-16,7	-15,7
Evolution future de la situation financière des ménages	23,9	15,6	16,6	26,7	26,8	22,0	17,5	17,1	17,8	11,8	7,8	9,4	10,2	20,4	15,1	14,0	11,2	11,1	7,7	10,6
Autres soldes																				
Evolution future des prix des produits alimentaires	-74,1	-77,7	-78,9	-49,7	-34,9	-33,5	-50,9	-47,9	-46,5	-56,8	-62,2	-70,2	-73,4	-58,8	-72,6	-73,0	-69,8	-71,5	-73,6	-70,0
Evolution passée des prix des produits alimentaires	-93,6	-95,9	-98,0	-96,2	-94,0	-87,2	-85,7	-83,3	-79,5	-87,8	-89,7	-90,9	-95,5	-87,2	-89,9	-92,5	-91,6	-91,1	-91,7	-90,6
Capacité à épargner des ménages dans les mois à venir	-61,2	-61,3	-60,7	-56,7	-56,8	-57,1	-57,8	-58,5	-56,6	-61,1	-67,6	-66,6	-61,7	-63,3	-64,9	-64,7	-62,5	-63,5	-65,3	-64,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la statistique), Enquête de conjoncture auprès des ménages.